

## **Baromètre de la conjoncture économique de la CTFCI**

### **Beaucoup d'optimisme malgré un climat d'affaires contraignant**



La chambre Tuniso-française de commerce et d'industrie (CTFCI) a sondé, pour la deuxième fois de suite en 2016, les dirigeants d'entreprise afin de recueillir leur sentiment sur l'environnement des affaires en Tunisie pour l'année 2015/2016 et sur leurs résultats attendus pour 2016 ainsi que les perspectives 2017.

A travers cette enquête, la CTFCI se propose d'avoir une appréciation sur le climat des affaires tel que perçu par ses adhérents et de dégager une évaluation des performances des entreprises, du programme présenté par le gouvernement d'union nationale ainsi que de la nouvelle loi sur l'investissement.

La deuxième vague du baromètre a été menée, du 11 au 25 octobre 2016, auprès de 254 dirigeants adhérents de la CTFCI, représentant des entreprises de profils divers et variés, contre 259 dirigeants au cours de la première vague du baromètre de mars 2016.

En termes de taille, 40,6% des entreprises participant à l'enquête comptent 50 salariés ou plus, 38,6% comptent entre 10 et 49 salariés et 20,9% emploient entre 1 et 9 salariés. (Graphique 1)

En termes de répartition régionale, la majorité des entreprises sondées, soit 70,1%, sont situées sur le Grand Tunis, 16,1% sont situées au centre est (Sahel ou Sfax) et 13,8% sont localisées dans les autres régions de la Tunisie. (Graphique 2)

En termes de secteur 46,1% des entreprises questionnées opèrent dans le secteur des services, 33,5% sont dans le secteur industriel et 19,7% sont dans le commerce. (Graphique 3)

En termes de nationalité, 74,8% des sociétés interrogées sont tunisiennes, 13,4% sont à participation française et 11,8% sont totalement françaises. (Graphique 4)

42,1% des sociétés questionnées lors de cette enquête opèrent exclusivement dans le marché local, 31,9% sont partiellement exportatrices et 26% sont totalement exportatrices.

## **Le climat des affaires :**

Une batterie de facteurs sont cités aux dirigeants pour situer les facteurs qui constituent une contrainte sévère ou pas au développement de l'entreprise.

La conclusion tirée montre que les procédures administratives, l'insécurité et la corruption forment les trois plus grands obstacles au développement des entreprises en Tunisie.

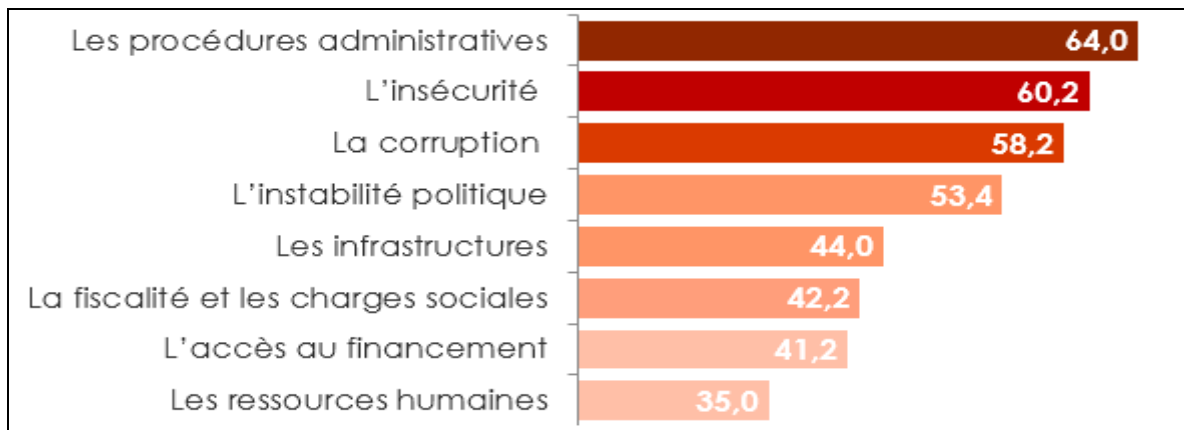
Il ressort que 64,0% des dirigeants considèrent les procédures administratives comme un frein au développement de leur entreprise. Il s'agit de l'écueil le plus sérieux à leur activité. Il faut noter que ce score se situait en mars 2016 à 52,5%, confirmant que loin de s'améliorer, les procédures administratives ne font que gagner en complexité et en lourdeur.

L'insécurité est la seconde contrainte la plus sévère pour 60,2% chefs d'entreprise et vient en troisième la corruption que 58,2% des entreprises interrogées jugent comme un facteur handicapant.

L'accès au financement et la qualité des ressources humaines sont les facteurs qui freinent le moins la croissance des entreprises. Respectivement 41,2% et 35,0% des dirigeants les considèrent comme des contraintes sévères au développement de leurs activités. Ces scores sont néanmoins en augmentation par rapport à mars 2016 en se situant à 34,4% et 28,2%.

Le sentiment général qui se dégage montre la poursuite de la détérioration du climat des affaires de mars à octobre 2016.

*Les contraintes au développement des entreprises selon leur degré de sévérité :*



### Le climat des affaires selon le profil de l'entreprise :

Quel que soit la nature du secteur, les procédures administratives représentent la contrainte la plus sévère au développement des entreprises. Environ 6 dirigeants sur 10 pensent que les procédures administratives représentent un frein au développement de leur activité.

En ce qui concerne la taille de l'entreprise : Les plus petites structures (entre 1 et 9 salariés) sont le plus exposées à la complexité des procédures administratives. Pour les dirigeants des entreprises employant entre 10 à 49 salariés la corruption représente la contrainte la plus sévère. Quant aux entreprises de plus de 50 salariés l'insécurité est la contrainte la plus sévère à leur développement.

Les procédures administratives freinent davantage les régions autres que celles du Grand Tunis, du Sahel et de Sfax. Environ 7 dirigeants sur 10 pensent que les procédures administratives représentent un frein au développement dans ces régions. (Graphique 9)

En ce qui concerne la nationalité de l'entreprise : Les sociétés françaises sont davantage freinées par les procédures administratives que les entreprises tunisiennes et les entreprises tunisiennes à participation française (Graphique 10)

Quel que soit le degré d'implication de l'entreprise dans les exportations, les procédures administratives demeurent la première contrainte à leur développement. (Graphique 11)

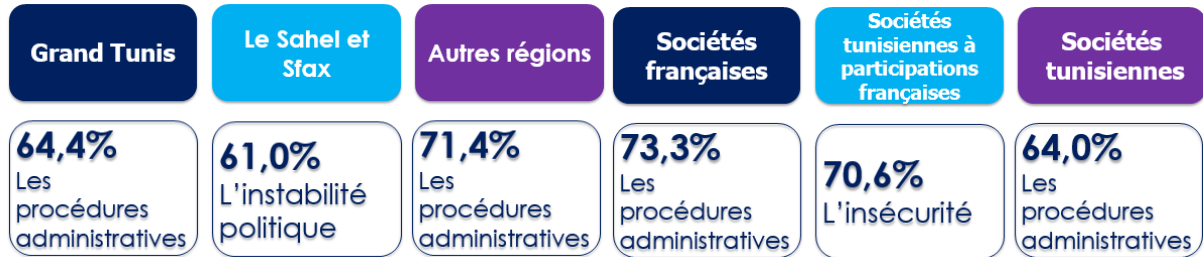
*La contrainte la plus sévère au développement de l'entreprise selon le secteur :*

*La contrainte la plus sévère au développement de l'entreprise selon sa taille :*



*La contrainte la plus sévère au développement de l'entreprise selon la région :*

*La contrainte la plus sévère au développement de l'entreprise selon sa nationalité :*



Globalement les entreprises qui ont une meilleure perception du climat des affaires sont les petites entreprises (de 1 à 9 salariés), les entreprises françaises et les entreprises totalement exportatrices.

### **Les procédures administratives :**

Seuls 7,5% des dirigeants sont satisfaits de l'efficacité des services fournis par l'administration. La plupart des dirigeants sont plutôt « moyennement satisfaits ». (Ce score est stable vu qu'il était de 7,7% en mars 2016).

En effet, 64,8% des dirigeants sont insatisfaits des délais des procédures administratives, et 58,3% considèrent ces procédures comme complexes. Les taux de satisfaction se sont détériorés entre mars 2016 et octobre 2016 vu que ces scores étaient respectivement de 53.3% et de 52.3% .

Les procédures de douanes ne font pas l'exception. Seuls 13.1% des dirigeants en sont satisfaits (12,2% en mars 2016).

Concernant l'incitation à l'investissement : la plupart des dirigeants (47.6%) sont moyennement satisfaits (la tendance est similaire en mars 2016).

En ce qui concerne l'environnement fiscal : presque deux tiers des dirigeants sont moyennement satisfaits des conditions fiscales. Par rapport à la première vague de mars 2016, on ne décèle pas de changement notable.

### **La qualité des infrastructures :**

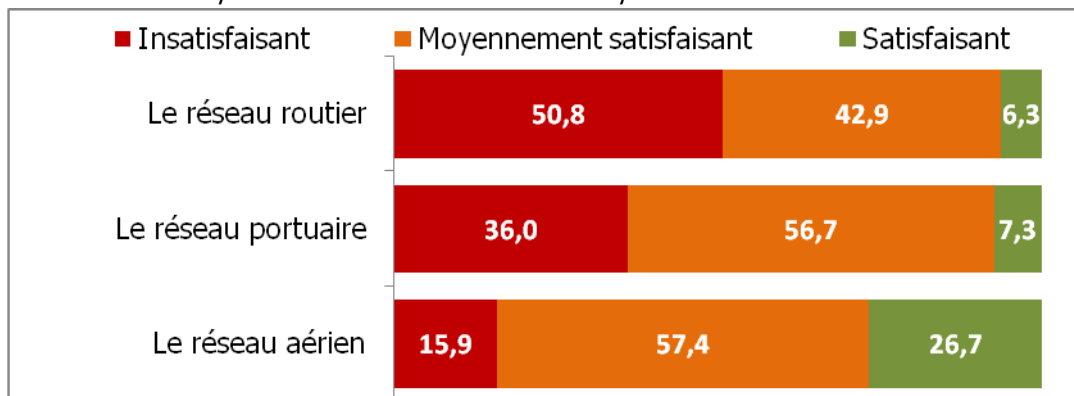
En termes d'infrastructures de transport, le réseau aérien recueille le plus de satisfaction des dirigeants. Cela n'est que relatif , puisque seuls 26,7% des dirigeants en sont satisfaits alors que 57,4% n'en sont que moyennement satisfaits.

A l'inverse, les réseaux routier et portuaire représentent les infrastructures les moins satisfaisantes, une personne sur 10 en est satisfaite.

Le réseau téléphonique est jugé plus performant que le réseau internet. 46,5% des dirigeants jugent positivement le réseau téléphonique contre 31.5% qui sont satisfaits du réseau internet.

De la même manière le réseau électrique est jugé plus satisfaisant que la distribution de l'eau et l'assainissement. 43,7% des dirigeants sont satisfaits du réseau d'électricité contre 29,5% pour les infrastructures liées à l'eau et l'assainissement.

*Evaluation de la qualité des infrastructures de transport :*

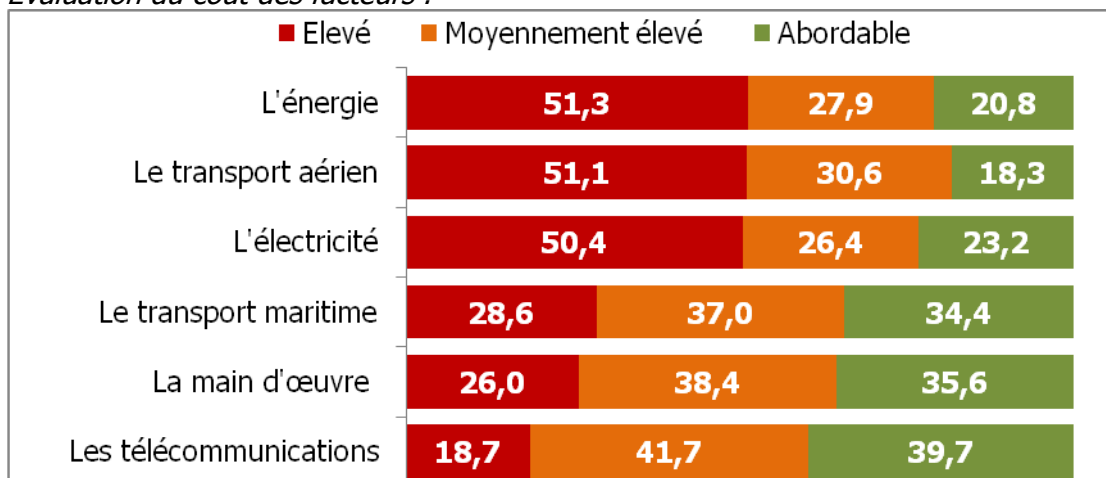


## Le coût des facteurs :

Les facteurs perçus comme les plus chers sont l'énergie et le transport aérien. En effet 51,3% et 51,1% des répondants perçoivent les coûts de l'électricité et de l'énergie comme onéreux.

La main d'œuvre et les télécommunications sont perçues comme des facteurs compétitifs. En effet seuls 26,0% et 18,7% des dirigeants perçoivent la main d'œuvre et les télécommunications comme un facteur relativement cher.

*Evaluation du coût des facteurs :*



En comparaison avec mars 2016 la perception du coût des facteurs est restée globalement stable. Néanmoins, le coût des télécommunications a été perçu comme plus abordable alors le coût du transport aérien a été perçu comme plus cher.

## Climat des affaires : opportunités et menaces:

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un coût de main d'œuvre peu élevé : les ressources humaines ne constituent pas une contrainte au développement des activités économiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La lourdeur des procédures administratives en termes de délais et de manque de simplicité et plus généralement une perception de manque d'efficacité des administrations.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les infrastructures liées au NTIC sont de qualité (le réseau téléphonique, le réseau internet, la distribution électrique).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un climat d'insécurité et d'instabilité politique.</li> <li>▪ La prolifération de la corruption.</li> <li>▪ Les infrastructures liées au transport sont moyennement satisfaisantes (réseau routier, réseau portuaire).</li> <li>▪ Les dirigeants sont plutôt pas convaincus par le programme du nouveau gouvernement d'union nationale.</li> </ul>

## Diagnostic des performances des entreprises :

### Chiffre d'affaires :

41,4% des entreprises ont vu leur chiffre d'affaires augmenter en 2014. Cette proportion a légèrement baissée en 2015 pour se situer à 36,6%.

Pour 2016 un regain d'optimisme se perçoit, avec 44,8% des dirigeants qui sont optimistes et 50,9% à l'être pour 2017.

### Résultats :

44,5% des entreprises ont eu des résultats bénéficiaires en 2014. Cette proportion s'est stabilisée en 2015 vu que 45,3% des entreprises ont eu des résultats positifs.

51,2% des dirigeants sont optimistes quant à leurs résultats pour 2016 et 67,0% e pour 2017.

### Investissements :

35,5% des entreprises ont augmenté leurs investissements en 2014. Cette proportion s'est maintenue en 2015 en s'établissant à 34,0.

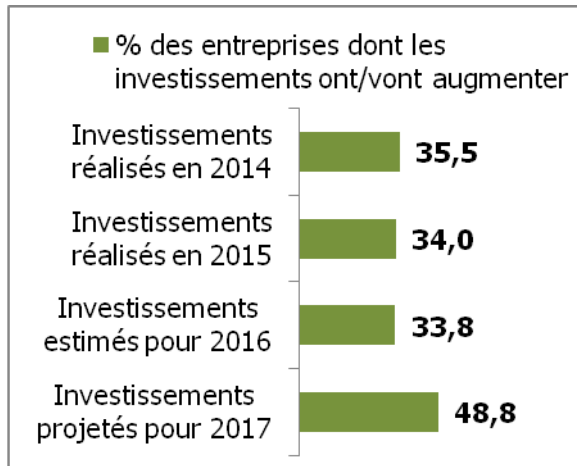
33,8% déclarent que leurs investissements vont augmenter en 2016 et 48,8% pour 2017.

### Nombre de salariés :

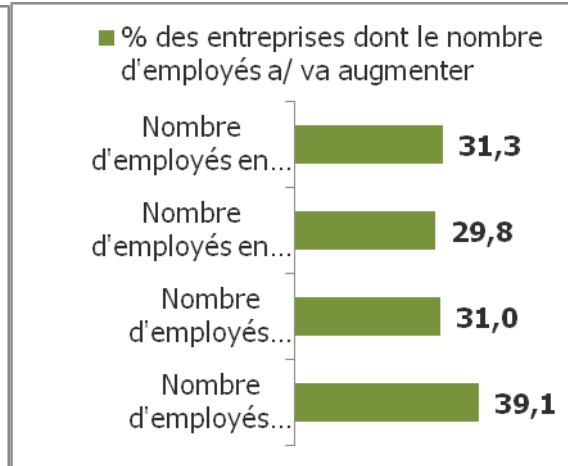
31,3% des entreprises ont vu le nombre de leurs employés augmenter en 2014. Cette proportion a légèrement baissé en 2015 à 29,8%.

31,0% déclarent que le nombre de leurs employés va augmenter en 2016 et 39,1% s'attendent à la poursuite de ce trend en 2017.

*Evolution des investissements :*

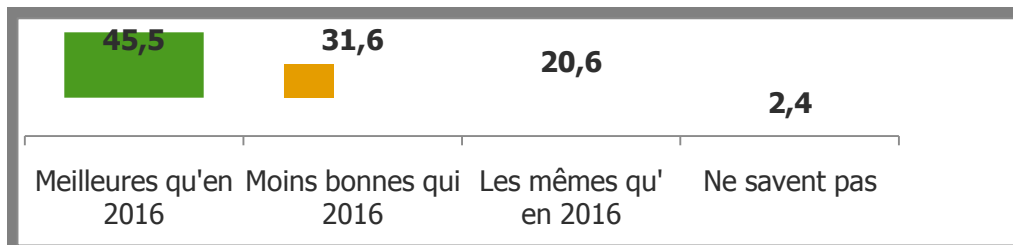


*Evolutions du nombre de salariés :*



## Perspectives économiques 2017 :

Les chefs d'entreprise expriment un sentiment mitigé au sujet des perspectives 45,5% des dirigeants s'attendent à une amélioration contre 31,6% qui les voient moins bonnes qu'en 2016 ; alors que 20,6% pensent que les perspectives économiques ne vont pas observer des changements notables.



## Perspectives économiques selon le profil de l'entreprise :

Analyse selon le secteur :

- Le degré d'optimisme quant aux perspectives économiques en 2017 est similaire entre les dirigeants dans les différents secteurs.

Analyse selon la région :

- La région de l'entreprise n'a pas d'influence significative sur le degré d'optimisme des dirigeants en ce qui concerne les perspectives économiques en 2017.
- Analyse selon l'implication dans une activité d'exportation :

- Les dirigeants des entreprises exportatrices sont plus optimistes que ceux des entreprises locales quant aux perspectives économiques en 2017.
- 54,5% des dirigeants des entreprises partiellement exportatrices pensent que les perspectives économiques en 2017 vont être meilleures qu'en 2016.

Analyse selon la taille de l'entreprise :

- La taille de l'entreprise n'a pas d'influence significative sur le degré d'optimisme de son dirigeant par rapport aux perspectives économiques en 2017.

Analyse selon la nationalité de l'entreprise :

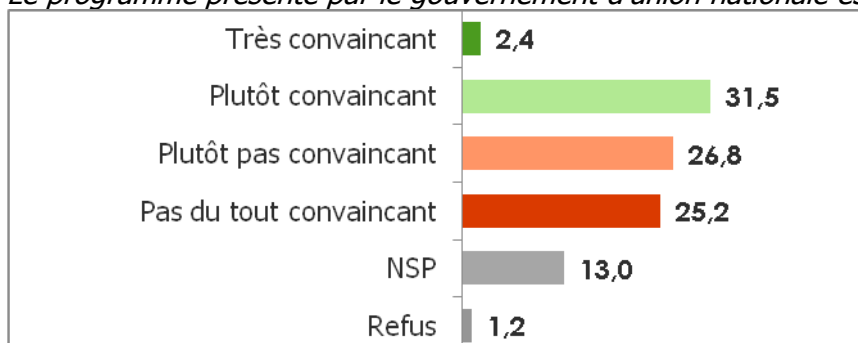
- Les dirigeants des sociétés françaises ou à participation françaises sont plus optimistes que les sociétés tunisiennes quant aux perspectives économiques en 2017.
- 53,3 % des entreprises françaises pensent que les perspectives économiques en 2017 vont être meilleures qu'en 2016 contre seulement 43,4% pour les dirigeants des sociétés tunisiennes. Ce chiffre est de 50,0% pour les entreprises tunisiennes à participation française.

## Le climat politique et législatif :

52,0% des dirigeants pensent que le programme présenté par le gouvernement d'union nationale n'est pas convaincant contre 33,9% qui le trouvent convaincant..

Toutes fois ils sont 46,8% à penser que ce programme est réalisable contre 38.2% qui pensent que ce programme n'est pas réalisable.

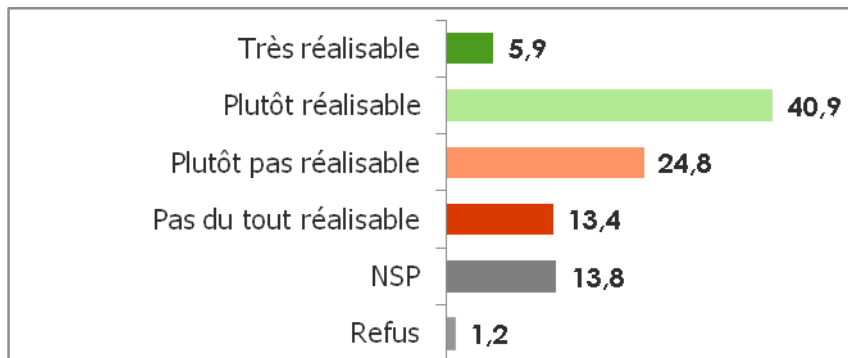
*Le programme présenté par le gouvernement d'union nationale est-il convaincant ?*



**Graphique 35 :**

*Le programme présenté par le gouvernement d'union nationale est-il réalisable ?*

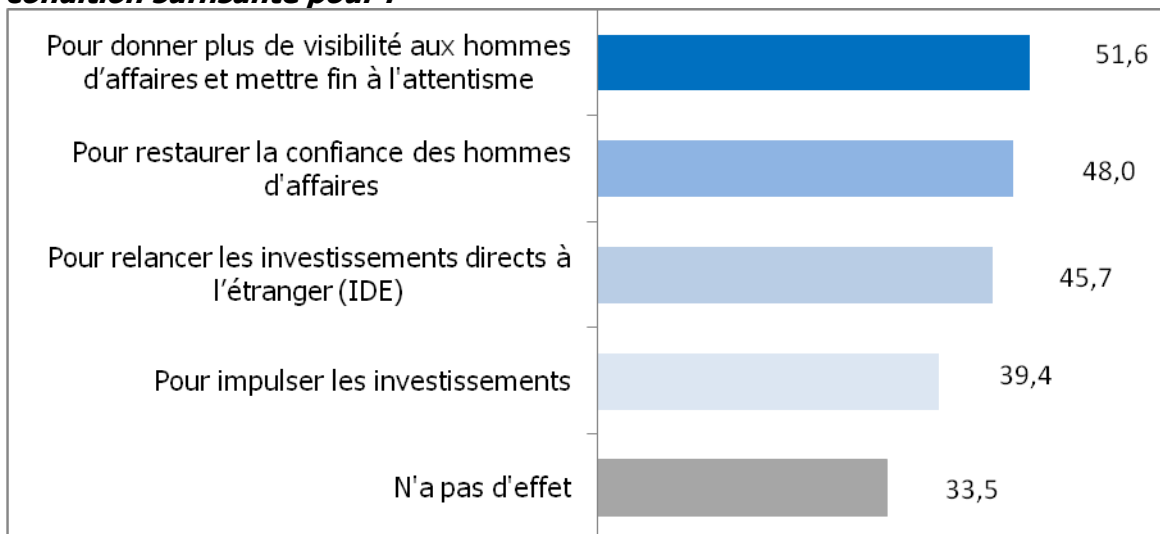




51,6% des entreprises pensent que l'adoption récente par l'ARP de la nouvelle loi sur l'investissement est une condition suffisante pour donner plus de visibilité aux hommes d'affaires et mettre fin à l'attentisme. Toutefois 33,5% des répondants pensent que l'adoption de cette loi ne va pas produire d'effets notables.

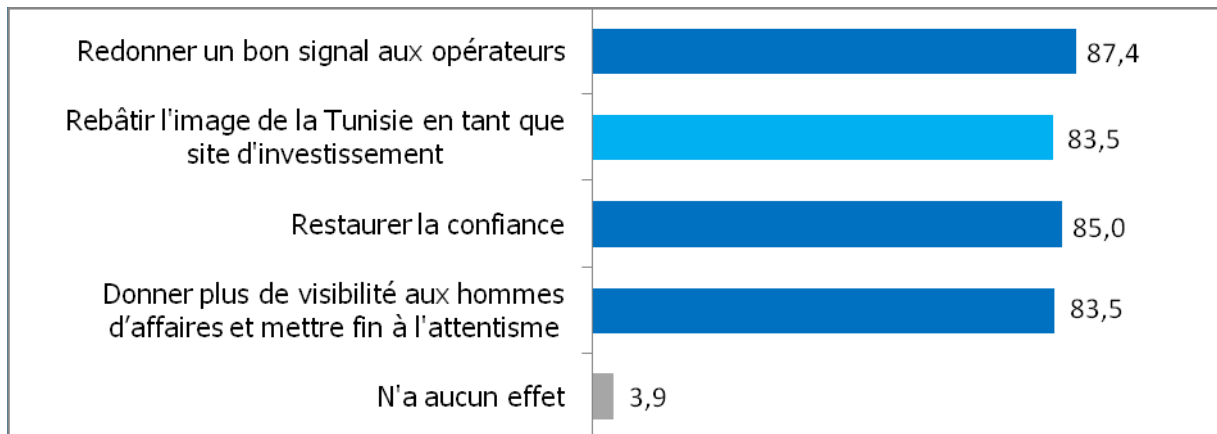
*Adoption du nouveau code des investissements :*

***L'adoption récente par l'ARP du nouveau code des investissements est une condition suffisante pour :***



Selon 87,4% des dirigeants des entreprises de l'échantillon, la tenue à Tunis de la conférence internationale sur l'investissement permettra de redonner un bon signal aux opérateurs. Seuls 3,9% des répondants pensent que la conférence internationale sur l'investissement n'aura aucun effet.

*Effet de la tenue à Tunis de la conférence internationale sur l'investissement:*

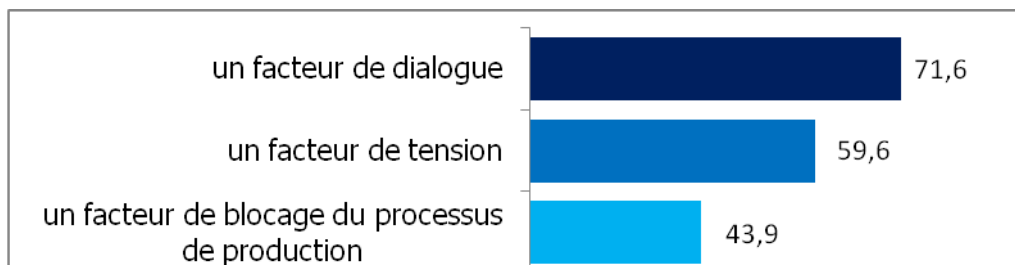


80,3 % des dirigeants considèrent la lutte contre la bureaucratie comme une extrême. Il s'agit d'une extrême priorité pour 70.5% d'entre eux.

### L'action syndicale :

71,6% des dirigeants pensent que l'action des structures syndicales au sein de l'entreprise est un facteur de dialogue. Ils sont 59,6% à penser qu'il s'agit d'un facteur de tension et 43,9% à penser qu'il s'agit d'un facteur de blocage du processus de production.

*Perception de l'action des structures syndicales dans l'entreprise :*



### Synthèse sur les performances des entreprises : forces et faiblesses :

Forces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les dirigeants sont plus optimistes quant aux perspectives futures de 2017 versus ce qu'il en était en 2016 : 50,9% d'entre eux pensent que leur chiffre d'affaires va augmenter en 2017.</li> <li>Les dirigeants d'entreprises accueillent avec optimisme la tenue de la conférence internationale sur l'investissement : ils pensent notamment que cela va redonner un bon signal aux opérateurs et permettre de rebâtir l'image de la Tunisie en tant que site d'investissement</li> </ul>

Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour l'année en cours, certes 51,2% des entreprises pensent avoir des résultats bénéficiaires en 2016 mais 25,2% des entreprises pensent avoir un résultat déficitaire pour la même année 2016.</li> </ul>

## Conclusions :

- D'un point de vue externe aux entreprises :
  - ✓ Le climat des affaires se caractérise par des contraintes conjoncturelles ; principalement l'insécurité et l'instabilité politique et d'autres plus structurelles se rapportant à la corruption et à la lourdeur des procédures administratives. Il s'agit des mêmes contraintes qui sont ressortis lors de la vague de mars 2016 du baromètre la conjoncture.
  - ✓ Néanmoins les infrastructures sont globalement satisfaisantes en Tunisie et le coût de la main d'œuvre reste un facteur compétitif.
  
- D'un point de vue interne aux entreprises :
  - ✓ Certes 51,2% des entreprises pensent avoir des résultats bénéficiaires en 2017 mais environs 1 entreprise sur 4 pense avoir un résultat déficitaire. Les tensions sociales, notamment les grèves peuvent affaiblir davantage les entreprises.
  - ✓ Toutefois les dirigeants sont optimistes quant aux perspectives futures : 50,9% s'attendent à une augmentation de leur chiffre d'affaires en 2017.